



Avignon, le 16 avril 2015

## DECLARATION LIMINAIRE AU CDAS DE VAUCLUSE DU 16/04/2015

Monsieur le Président,

Ce CDAS est le premier dans lequel siègent les représentant(e)s de Solidaires Finances depuis les récentes élections professionnelles, qui ont confirmé, par leurs résultats, le large soutien que les personnels de notre ministère apporte à nos revendications et nos analyses. Après plus de deux ans d'exercice du gouvernement, nous nous enfonçons dans une période de crise et d'austérité pour l'ensemble de nos concitoyens. Nous entamons l'année 2015, avec à l'horizon, la suppression de 2.546 postes dans les ministères économiques et financiers, mettant encore davantage sous pression des agents aux conditions de travail fortement dégradées. Les agents des finances n'y croient plus, eux qui voient leurs missions de plus en plus mises à mal, avec des effectifs de plus en plus restreints et des salaires qui n'augmentent toujours pas après l'annonce jusqu'en 2017 du blocage du point d'indice.

Depuis 1989, l'action sociale au ministère n'avait cessé de s'améliorer par un élargissement des prestations, par l'amélioration du réseau des délégations, par la couverture de l'ensemble du territoire, par les assistantes service social. Or, dans cette période troublée et de récession en tout genre, où les agents sont de plus en plus demandeurs d'actions sociales de proximité, vous n'avez de cesse de supprimer des emplois dans les délégations. C'est indirectement de l'argent que le Ministre dérobe aux agents qui s'étaient battus en 1989 pour obtenir de meilleures conditions de travail et de rémunérations et à qui, en réponse, le Ministre de l'époque avait abondé considérablement les budgets d'action sociale.

La journée de manifestation du 9 avril dernier, symbole du profond malaise ressenti par les agents de la DGFIP, est le point de départ d'autres actions destinées à s'amplifier et s'endurcir dans les prochains mois.

Malgré un contexte financier très difficile, lié à la baisse du pouvoir d'achat, plus d'un quart du personnel de notre administration était en grève.

Comment ne pas être révolté, voir scandalisé, par le gel des salaires, l'absence de revalorisation indemnitaire, le blocage du point d'indice jusqu'en 2017 alors que l'évasion fiscale s'élève à minima à 60 milliards d'euros ?

L'action sociale, pour Solidaires Finances doit répondre aux besoins sociaux en terme de restauration, de petite enfance, de loisir et apporter une solution aux difficultés de tous ceux confrontés aux accidents de la vie qu'ils soient titulaires ou non, actifs ou retraités.

Solidaires Finances met entre autre, l'accent sur les conditions de vie dégradées, sur le surendettement grave de nos agents, sur la situation alarmante des retraités, sur les difficultés à vivre des familles mono-parentales et des célibataires trop souvent oubliés par l'action sociale notamment en matière de logement.

Pour Solidaires Finances, l'action sociale est le seul trait d'union entre les agents.

C'est pourquoi il y a nécessité de redonner du lien social à tous et cela passe plus que jamais par des moyens humains.

Actuellement, ce sont 40% des délégations qui ne fonctionnent plus qu'avec pour seul personnel le ou la délégué(e).

Cette personne se retrouve alors isolée dans sa délégation pour faire face aux difficultés des agents alors qu'elle a ses propres difficultés à gérer son travail au quotidien. C'est véritablement un drame humain vécu au jour le jour par chacun d'eux.

Conformément à la note DRH3C du 17/04/2014, Solidaires Finances réitère sa demande faite lors des CDAS des 19 juin et 9 octobre 2014 pour la création d'un poste de correspondant social permanent au côté de notre déléguée.

Enfin, pour 2015, Solidaires Finances exige des moyens financiers permettant de répondre aux besoins des agents actifs comme retraités et n'acceptera pas qu'au nom de l'austérité, les mesures permettant d'atténuer les difficultés quotidiennes soient rognées voire supprimées et que des mesures permettant de vider de son sens l'action sociale départementale soient prises unilatéralement !

Pour conclure, Solidaires Finances reste extrêmement attentif aux suites que donnera le Secrétariat Général sur le dossier du délégué des Bouches du Rhône, également correspondant régional Chorus pour PACA. Il est impensable que Monsieur Kotlicki ne soit pas reconduit dans ses fonctions de délégué CHORUS, uniquement pour des raisons de grade alors qu'il donne entière satisfaction. Est-ce ainsi que le Secrétariat récompense une personne qui ne compte ni son temps, ni son énergie pour une action sociale de qualité au service des agents ? Solidaires Finances espère que l'action du Président du CDAS des Bouches du Rhône, appuyée par votre soutien sera suffisante pour régler cette regrettable affaire.

Monsieur le Président, nous comptons sur votre action et votre engagement pour défendre et préserver une action sociale digne de ce nom et de qualité au bénéfice de tous les agents du Vaucluse, actifs et retraités.